

LES FRANÇAIS, LA MONTEE DE L'INSECURITE ET « L'ENSAUVAGEMENT » DE LA SOCIETE, Ifop – septembre 2020

Avostart

Depuis son utilisation par Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, le mot d'«ensauvagement» n'en finit plus d'agiter le débat public. Or, un sondage Ifop conduit pour Avostart, plateforme d'assistance juridique, montre que l'idée d'«ensauvagement» est largement validée par les Français.

Les chiffres clés

70 % des Français jugent justifié le terme « d'ensauvagement » pour qualifier l'évolution de la violence et de la délinquance en France, sachant que ce terme recueille non seulement l'approbation de la quasi-unanimité des sympathisants de la majorité présidentielle (85% chez les sympathisants Lrem) mais aussi d'une majorité des sympathisants de gauche (54 %).

Avec un peu de recul historique, on observe que l'opinion publique a peu évolué sur ce sujet en une vingtaine d'années si on remonte à la polémique autour de l'usage du mot de « sauvageons » utilisé par Jean-Pierre Chevènement en 1999. En effet, 42 % des Français trouvent le terme « d'ensauvagement » à « la juste mesure » du phénomène (contre 41% en 1999 à propos de « sauvageons »), 30 % « pas assez dur » (contre 29 % en 1999) et seulement 19 % « trop dur » (contre 15 % en 1999).

Jamais le bilan de l'action du gouvernement Macron en matière de lutte contre l'insécurité n'a été aussi mauvais aux yeux des Français : seuls un quart d'entre eux le jugent positif (27 %), contre 32 % en octobre 2019 et 41 % en avril 2018. Et son action en matière de justice n'est pas mieux perçue dans l'opinion publique : 29 % seulement des Français l'apprécient, contre 37 % en 2018.

En termes de personnalités, les Français ne tranchent pas pour autant le duel entre les ministres de l'Intérieur et de la Justice qui obtiennent un niveau d'approbation strictement identique : autant de Français se disent proches des positions d'Éric Dupond-Moretti (19 %) que de celles de Gérald Darmanin (19 %), sachant que le reste des Français ne se reconnaissant ni dans l'un ni dans l'autre sur ces sujets (43 %) ou ne se prononcent pas (19 %).

Près des trois quarts des Français (73 %) partagent le sentiment que globalement les juges en France « ne sont pas assez sévères », soit une proportion en hausse de 22 points depuis 2011 (51 %). Et dans le détail, un quasi consensus apparaît pour dénoncer ce manque de sévérité en matière « d'agressions physiques contre les personnes » (86 %) et « de crimes sexuels » (87 %)

Le point de vue de François Kraus sur l'enquête

L'approbation massive du vocabulaire martial du Ministre de l'Intérieur est une forme de désaveu pour la ligne défendue par Éric Dupond-Moretti et plus largement une marque d'indifférence aux connotations de « racisme » accolées par certains à ce mot. Sur ces questions d'insécurité, un net décalage apparaît donc entre une majorité de Français indifférents à l'égard des querelles sémantiques agitant le « microcosme » pour qualifier ces problèmes et une grande part des acteurs de la vie politique et intellectuelle qui ont pris leur distance envers un lexique popularisé par l'extrême droite.

Force est de constater que cette banalisation du mot « ensauvagement » au sein de l'opinion est une victoire sur le plan sémantique de la droite radicale sur les questions de sécurité, et ceci au regard d'une « hégémonie culturelle » tous les jours renforcée par l'écho qu'en donnent désormais les réseaux sociaux et les chaînes d'information. Mais le quasi consensus observé dans toutes les catégories de la population à son propos donne l'impression que pour les Français, qu'importe d'où vient le cri d'alerte, l'important est d'éteindre l'incendie.

Méthodologie

Étude Ifop pour Avostart réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 3 au 4 septembre 2020 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 003 personnes âgées de 18 ans et plus.